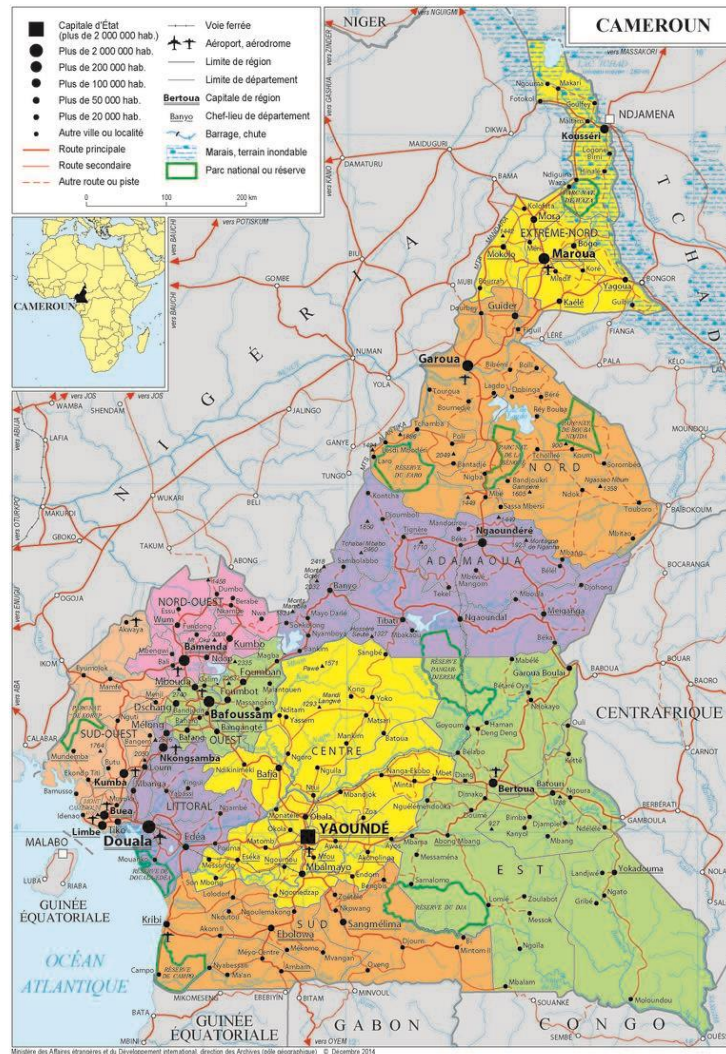


COOPERATION REGIONALE DES POLITIQUES MIGRATIONS CARTOGRAPHIE DES ORGANISATIONS DE LA SOCIETE CIVILE



RAPPORT DE L'ETUDE SUR LA CARTOGRAPHIE DES MIGRATIONS CAMEROUN

Mars 2023

SOMMAIRE

Sigle et Abréviation

Introduction

Chap.1 : Contexte

Chap.2 : Profil des OSC

Chap.3 : Les principales thématiques d'intervention

Chap.4 : Etat du dialogue avec les autorités nationales et locales et besoin en accompagnement des osc

Chap. 5 : Recommandations

Conclusion

ANNEXES :

- Annexe 1 : Annuaire des OSC interviewées ;
- Annexe 2 : Méthodologie

Sigles et abréviations

CN	Comité national
CTD	Collectivités territoriales décentralisées
MINAT	Ministère de l'administration territoriale
MINJEC	Ministère de la jeunesse et de l'éducation civique
MINTSS	Ministère du travail et la sécurité sociale
OSC	Organisations de la société civile
OIM	Organisation Internationale des Migrations
ONG	Organisations non gouvernementales
RUP	Reconnaissance d'utilité publique

INTRODUCTION

24 OSC opérant sur les questions migratoires

Cette enquête vise à présenter une photographie au plus près de la réalité des Organisations de la société civile (OSC) opérant au Cameroun sur les questions migratoires.

L'objectif général de cette mission étant de collecter les données en vue « **d'améliorer le dialogue entre les acteurs civils et les pouvoirs publics** », nous avons administré 31 questionnaires (voir spécimen Kobo) aux principales organisations préalablement listées au cours d'une rencontre préparatoire avec le Comité national et divers entretiens avec le point focal Cameroun et les responsables des organisations ciblées.

Sur les 31 organisations interrogées, 29 ont répondu. La plupart ont répondu assez régulièrement à nos sollicitations et nos relances quand cela s'est avéré nécessaire notamment pour l'appropriation du questionnaire et les points ouverts.

Ainsi, il est apparu que sur les 29 organisations interviewées, 28 sont légalement installées avec des statuts juridiques divers.

Plus de la moitié des organisations enquêtées soit 19 exactement sont basées dans les deux principales villes du Cameroun, notamment Yaoundé, la capitale politique et Douala, la capitale économique.

Une seule organisation est basée dans une zone frontalière, à l'Est notamment.

Les deux régions anglophones, pourtant traversées depuis 6 ans par de forts mouvements migratoires notamment les déplacés internes et les réfugiés de la crise socio-sécuritaire qui y prévaut depuis 2017, ont peu répondu à nos sollicitations. Ainsi, seule une OSC basée à Bamenda l'a fait. L'explication contextuelle à cet apparent manque d'intérêt est lié à la barrière de la langue aussi bien sur le questionnaire libellé en français uniquement que nos efforts d'échanger. De même, il a été observé une manière de suspicion générale sur les initiatives visant à collecter les données administratives et financières des organisations camerounaises en général, celles basées dans ces régions en crise en particulier. Il est donc difficile dans le cadre de cette seule enquête de conclure qu'il y a une faible représentation citoyenne dans ces deux régions pour les questions migratoires.

Néanmoins une organisation ayant un leadership anglophone, lequel est basé à Douala, a collaboré de bout en bout à cette enquête. OSC généraliste, avec un accent sur la défense des droits de l'homme, Human Rights Defense group est spécialisée sur l'accompagnement administratif et l'assistance sociale aux personnes victimes de la guerre déplacées dans la région du Littoral.

Au total, 24 OSC ont mené des activités dans le secteur de la migration. Que ce soit au plan local, régional ou interrégional donc national.

15 organisations disposent d'un site internet. Ils sont généralement peu fournis et peu actualisés.

Au plan des ressources financières, une seule organisation a un budget moyen au-dessus de 100.000 Euros sur les 10 dernières années.

La majorité des OSC, soit le 1/3 des enquêtées notamment 9 exactement ont une capacité budgétaire oscillant entre 20.000 et 100.000 euros.

Le reste, est modestement financé. Ainsi 6 sont en dessous de 20.000 euros ; 4 ont moins de 10.000 et 8 en dessous de 5.000 euros sur les 10 dernières années.

Au plan des ressources techniques, il est noté un manque de spécialisation chez la majorité des organisations, la plupart se dévouant à d'autres questions de droits et dignité humains.

Quant au contexte institutionnel, il existe un cadre national de collaboration réunissant la majorité des OSC enquêtées.

Rapport Enquête Cartographie des OSC migratoires au Cameroun

Bien que la question migratoire soit présente dans divers aspects de la vie publique, il n'existe pas encore de politique migratoire nationale à proprement parler.

De fait, le dialogue entre les acteurs civils et les pouvoirs publics est encore embryonnaire malgré la volonté et le désir des acteurs civils interrogés à accompagner les pouvoirs publics dans la réalisation de leurs responsabilités institutionnelles.

Chapitre 1. Contexte

I.1- Cameroun : un pays de migrants sans véritable politique migratoire

La question migratoire parcourt le Cameroun aussi bien sur le plan historique que socio-économique et sécuritaire. Outre en effet, l'histoire des peuplements de ce pays situé au cœur du golfe de Guinée, donc au confluent de plusieurs communautés humaines, la situation géographique le destine depuis de nombreuses années comme une terre d'accueil des populations fuyant l'instabilité socio-politique et sécuritaire dans le voisinage tchadien, centrafricain et nigérian. Son histoire et sa réputation de pays très accueillant en font « *une Afrique en miniature* » c'est-à-dire une terre de convergence des populations de différentes origines africaines.

Jusqu'aux années 2010, il s'agissait surtout du déplacement des populations des zones rurales peu pourvues en infrastructures sociales et économiques vers les zones urbaines, notamment Douala et Yaoundé. On a alors parlé « d'exode rural ». Depuis les années 2014-2017, c'est l'insécurité dans certaines régions du pays qui favorise et aggrave les mouvements migratoires (déplacés internes). Ce type de déplacement notamment l'Extrême Nord du fait de l'activité violente du mouvement islamiste Boko Haram et du conflit armé séparatiste dans les deux régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.

I.2 : Une politique nationale migratoire toujours attendue

Malgré la prégnance de ces mouvements migratoires aussi bien de l'intérieur vers l'extérieur (réfugiés politiques et économiques) et vice versa, et à l'intérieur des frontières nationales (déplacés internes et chercheurs d'emplois) l'état du Cameroun ne dispose pas encore formellement d'une politique migratoire clairement définie et adoptée. Un groupe de travail auquel participe la société civile et soutenu par la coopération européenne travaille depuis plusieurs années déjà à l'élaboration d'un avant-projet de texte devant servir de cadre institutionnel de cette politique. Aucune échéance n'est connue pour sa finalisation et à fortiori son adoption parlementaire.

De fait la question migratoire est abordée par diverses administrations gouvernementales. Les plus visibles sont le ministère de la jeunesse et de l'éducation civique (MINJEC), le ministère de l'administration territoriale (MINAT), la Délégation générale à la sûreté nationale (DGSN), le ministère des relations extérieures (MINREX), le ministère de l'enseignement supérieur (MINESUP), le ministère de l'emploi et de la formation professionnelle (MINEFOP), le ministère du travail et de la sécurité sociale (MINTSS), entre autres.

Sur le plan international, l'Organisation internationale des Migrations (OIM) intervient aussi sur les questions de migrations transfrontalières, tandis que les missions consulaires des États amis du Cameroun assurent leur part de mandat sur cette question, notamment sur les questions de migrations régulières.

Chapitre 2 : PROFIL DES OSC

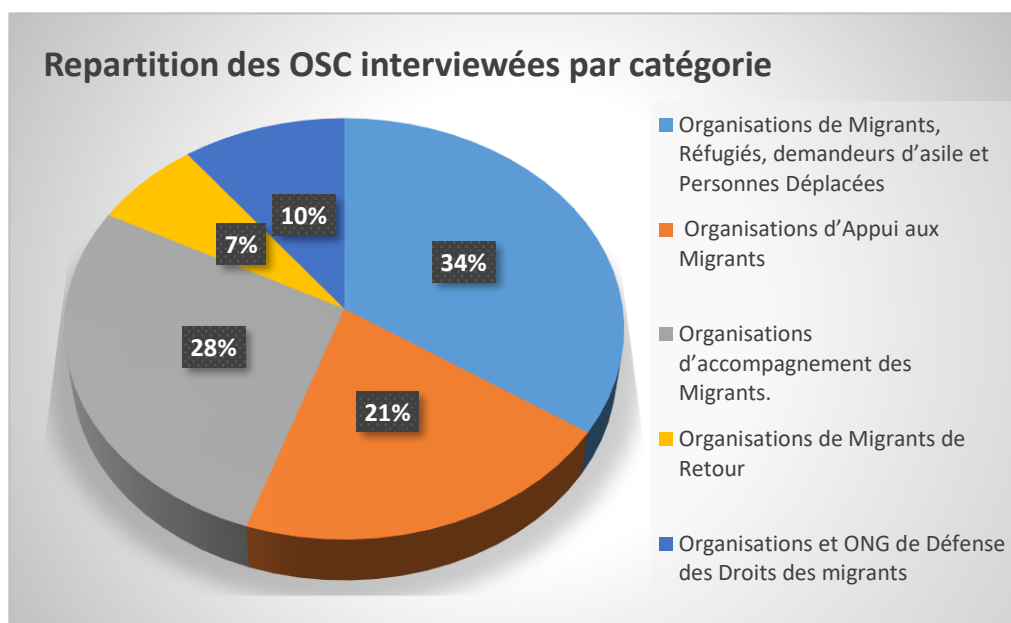
2.1. Une diversité des OSC intervenant autour des enjeux migratoires et de défense des droits de l'Homme

En termes de typologie, les 29 organisations interviewées et retenues dans la base de données du Cameroun, pourraient être classées dans 05 catégories notamment les Organisations d'Appui aux Migrants ; les Organisations de Migrants, Réfugiés et Personnes Déplacées, les Organisations d'accompagnement des Migrants et les Organisations de migrants de retour et les ONG de Défense des Droits des migrants.

A la différence des OSC des catégories 1, 2 et 3 qui interviennent de manière spécifique, celles de la catégorie 4 mènent des activités qui touchent de manière plus large les questions des migrations.

Tableau 1 : Répartition des OSC interviewées

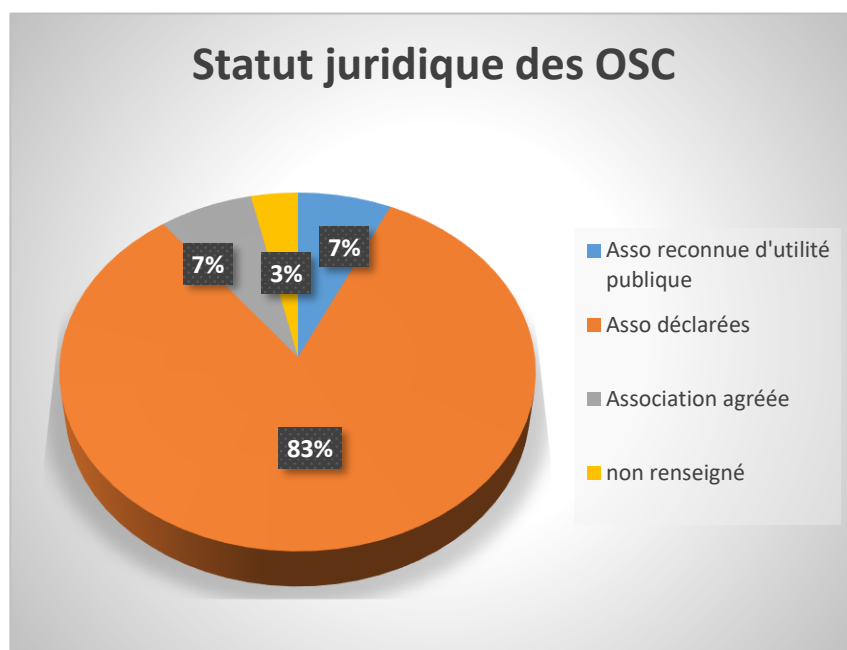
N°	Types/Catégories	OSC	Nombre
1	Organisations de Migrants, Réfugiés, demandeurs d'asile et Personnes Déplacées	ADAF, Action sociale pour l'appui aux initiatives de développement local, Bâtissons l'avenir, Horizon Jeune, Minority and Development, Khepper Int'l, Ö Pays Humain, AFVMC, ARSF, Humann right Defense Club.	10
2	Organisations d'Appui aux Migrants	Collectif du Noun, RIDEV, Pro bono international, OEMIT, Fondation internationale pour la paix, les droits de l'Homme et le développement	06
4	Organisations d'accompagnement des Migrants.	SAC Solidarity, APADIME, Deutsfreunde, ARECC, CCYE.CA, Cameroon Debate Association, SMIC, Botnem ESPOIR	08
5	Organisations de Migrants de Retour	WBC, REWAC,	02
6	Associations et ONG de Défense des Droits des migrants	Un Monde Avenir, AJVC, FCJ.	03
TOTAL			29



a) Statut légal

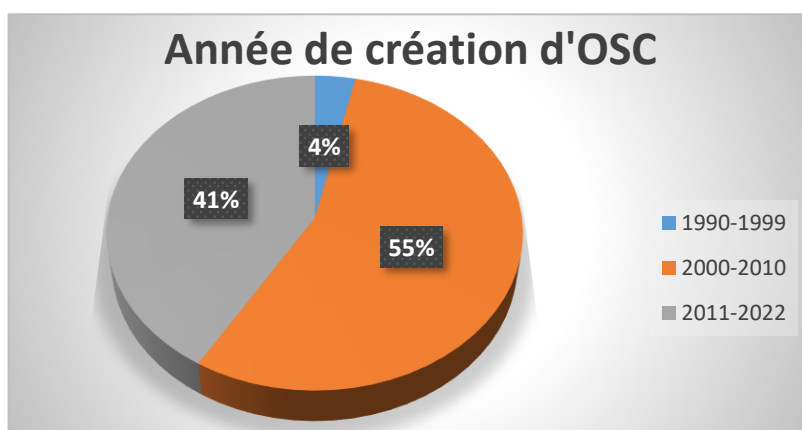
Des 29 OSC interrogées, il est apparu sur la base des renseignements fournis par les responsables que :

- 83% sont déclarées sur la base de la loi N°90/53 du 19 décembre 1990 régissant la liberté d'association.
- 7% associations sont agréées ONG. Régie par la loi organique sur les associations, elles exercent sur la base d'une législation spéciale (loi n°99/014 du 24 décembre 1999 régissant les ONG) qui les soumet au régime d'autorisation. Elles peuvent avoir accès à des subventions internationales.
- 7% sont reconnues d'utilité publique. Ainsi, elles bénéficient des financements publics.
- 3% n'ont pas renseigné leur statut juridique. Ces dernières sont des organisations de fait. Elles s'avèrent extrêmement vulnérables en ce qu'elles peuvent à tout moment faire l'objet de mesures administratives de répression.



b) Année de création

Sur un total de vingt-neuf (29) associations dont 4% des plus âgées ont été créées entre 1990 et 1999, 55% entre 2000 et 2010 et 41% entre 2011 et 2022. A l'analyse on observe que la période 2000 – 2010 qui correspond aussi à celle du raffermissement de la vie socio-politique est celle de l'école de l'engagement citoyen sur la question des migrations. Elle s'est raffermie dans la décennie suivante malgré les difficultés structurelles et organiques relevées par notre enquête.



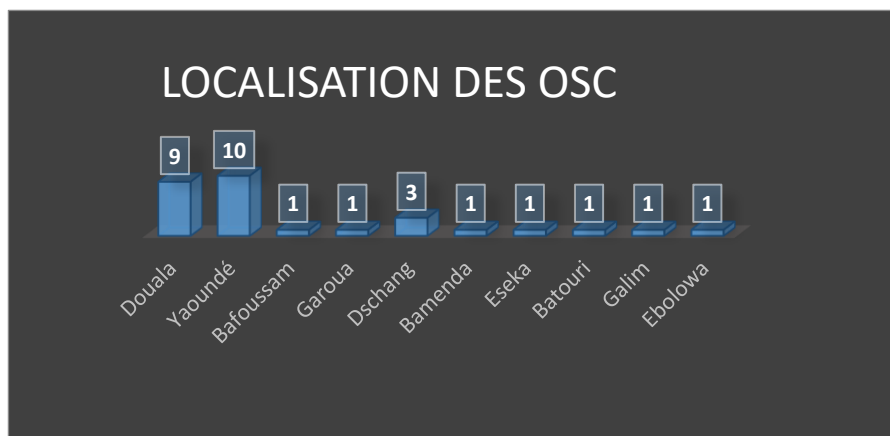
c) Localisation

Par région, on localise 11 organisations sans les villes de la région du Centre dont Yaoundé, la capitale politique.

Neuf (09) organisations sont basées dans la région du Littoral dont Douala, la principale ville commerciale est le chef-lieu.

Cinq (0) sont localisées 5 à l'Ouest, une région réputée abriter des populations d'une grande mobilité à l'intérieur et à l'extérieur du Cameroun.

Les quatre (4) autres organisations se trouvent dans les régions de l'Est, du Nord, du Nord-Ouest et du Sud. Chacune de ces régions partage une frontière avec un des pays voisins du Cameroun.

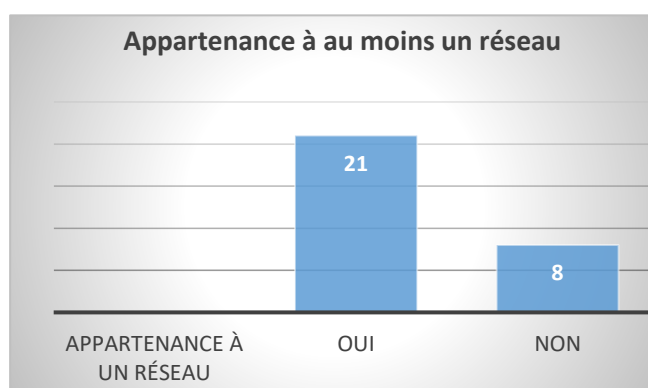


d) Appartenance à au moins un réseau

Dix (10) OSC soit 34% d'entre elles appartiennent à un réseau d'associations tel que le Groupe de Recherche et d'Action sur la Migration en Afrique Centrale (GRAMI-AC), Dynamique Citoyenne (DC), Plateforme Nationale des OSC au Cameroun (PLANOCAM), Migration and Développement (MADE), Réseau Panafricain pour la défense des Droits des migrants (PANIDMR)

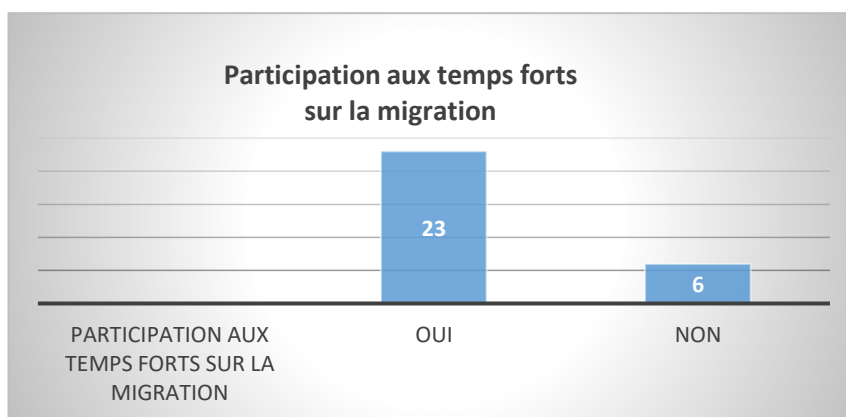
Ces cadres leurs permettent de : (i) réunir des compétences complémentaires, (ii) élargir leurs champs d'action (domaines ou régions spécifiques), (iii) obtenir des financements des partenaires techniques et financiers.

Uniquement 8% des OSC interviewées n'appartiennent pas un réseau car elles ont une mauvaise perception sur ces réseaux qu'elles ne reçoivent pas d'invitation aux activités, leur demande de participation est refusée ; elles ne disposent pas d'assez de ressources économiques. Les OSC intervenant dans la migration entretiennent pour la plupart des partenariats dynamiques entre elles. Cette tendance a facilité la création de consortium qui est devenue une nouvelle modalité de partenariat et de mise en œuvre de projets, encouragée par les bailleurs de fonds.



e) Participation aux temps forts sur la migration

Au total, 23 OSC ont participé aux temps forts sur la migration notamment **à l'agenda national, régional et international**. Les OSC ont marqué leur présence à des temps forts dédiés aux migrations dans les 10 dernières années. Nous pouvons citer entre autres : la Journée Internationale des Migrants (JIM) du 18 décembre et rencontres internationales sur le pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières (Marrakech 2018, Dakar 2021) ; entre autres.



f) Lieu de mise en œuvre des activités

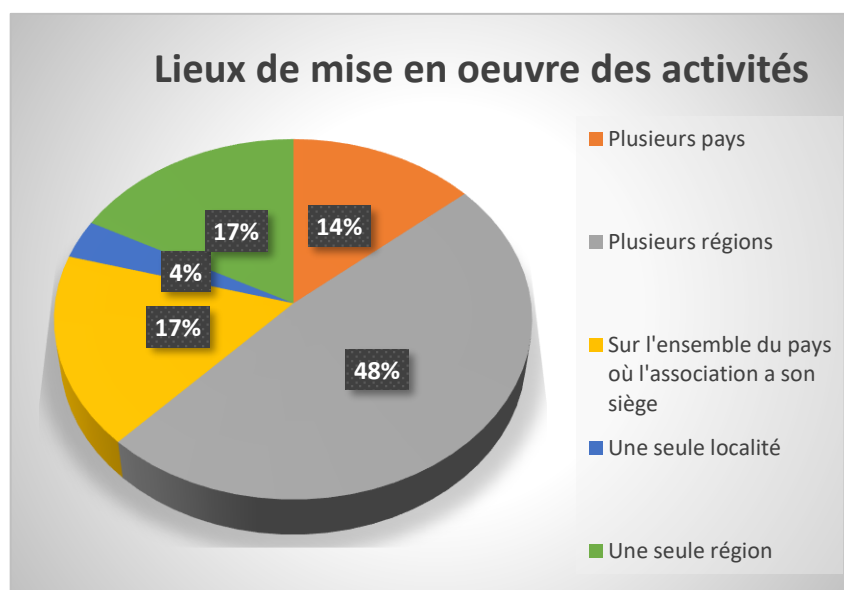
Les activités concernant les OSC interviennent dans une bonne partie du territoire national.

4% soit une seule organisation intervient dans une localité

17% soit 5 Organisations interviennent dans une seule région.

48% des organisations, soit 14 interviennent dans au moins deux (2) régions dont 5 organisations sur l'ensemble du pays soit dans les 10 régions.

14% soit 4 organisations interviennent dans plusieurs pays à savoir : la Gabon, le Congo, la république Centrafricaine, la Tunisie, la Guinée équatoriale, avec souvent des programmes multi-pays.



g) **Budget annuel moyen (fonctionnement et activités)**

Selon le budget annuel moyen, les OSC sont caractérisées par des capacités financières suivantes.

Huit (08) organisations ont un budget de moins de 5000 euros.

Cinq (05) moins de 10.000 euros, six (06) ont moins de 20.000 euros par an.

15 organisations soit 54% ont un budget annuel moyen supérieur à 20.000 euros.

Huit (08) ont entre 20 000 et 100.000 euros et une (01) seule a un budget dépassant 100.000 euros.

Il faut noter qu'une organisation n'a pas donné de réponse à cette question.

Même si certaines OSC ont des capacités financières assez importantes, elles sont globalement confrontées à d'énormes difficultés pour mobiliser les ressources nécessaires pour le financement durable de leurs activités et leur fonctionnement.

h) **Principales sources de financement ces 10 dernières années**

Ces 10 dernières, les sources de financement sont assez diversifiées.

Plusieurs organisations ayant recours à des activités génératrices de revenus et d'autres organisations ont les cotisations des membres parmi leurs sources de financement. Par ailleurs, des organisations font également recours à des dons, des fonds des organismes privés et des subventions des fondations.

III- Chapitre 3

Les principales thématiques d'intervention

L'analyse des réponses des responsables des OSC enquêtées montre que les domaines d'interventions (thématiques) sont autant variés que les problématiques dans la question des migrations.

Ainsi les thématiques de la migration globalement couvertes par les interventions des OSC enquêtées sont :

- La promotion et défense des droits des travailleurs migrants et leurs familles
- L'accueil, la protection et l'accompagnement des migrants ;
- L'appui à la réinsertion socioéconomique des migrants et des membres de leurs familles,
- La sensibilisation sur la migration clandestine
- La protection et la défense des droits des migrants ;
- La migration de retour ;
- L'orientation, l'assistance et la réinsertion sociale
- Plaidoyer

Sur la base des réponses des responsables enquêtés ainsi que de leurs activités, les principales thématiques sont au nombre de quatre (4). On a :

En tête, **l'accompagnement des migrants**. Elle revient chez 15 OSC des 29 interrogées et opérant dans le domaine des migrants.

La promotion et la protection des travailleurs migrants et leurs familles se positionnent en second. Sept (7) organisations les déclarent au cœur de leurs activités.

La défense des droits des migrants arrive en 3^e position avec 3 organisations qui en font le cœur de leurs activités.

Le plaidoyer pour l'amélioration du cadre institutionnel de la migration est apparu comme une thématique transversale menée par plusieurs organisations.

Au final, il est loisible de noter qu'il y a peu de spécialisation, du moins sur les thématiques chez les OSC opérant dans le domaine de la migration. L'éparpillement constaté est aussi la résultante de la faiblesse des ressources nécessaires dans chacun des domaines couverts. Ceci explique d'ailleurs la prédominance des activités liées à l'accompagnement des migrants, dont les financements sont plus accessibles.

Thématiques d'intervention	Contenus
Accompagnement des migrants	<p>Il s'agit ici des assistances multiformes que les OSC apportent aux personnes migrantes qui ont été soit refoulées, soit déplacées internes de suite de guerre. Ces assistances sont entre autres :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Aide à la réinsertion socio-économique à travers des petits appuis financiers et matériels aux frontières - Ecoute et suivi psychologique ; - Aide à l'établissement des documents d'état civil ; - Conseil et Accompagnement dans la procédure d'obtention du statut de réfugié ;
Protection et défense des droits des migrants	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcement des capacités des acteurs intervenant - Assistance juridique et judiciaire des migrants de retour - Plaidoyer pour l'amélioration des politiques publiques
La protection et promotion des droits des travailleurs migrants et de leurs familles	<ul style="list-style-type: none"> - Accueil et l'orientation - Aides d'urgence - Plaidoyer

IV- Etat du dialogue avec les autorités nationales et locales et besoin en accompagnement des osc

4.1- Difficultés rencontrées par les OSC au cours de leurs activités

L'enquête menée auprès des 29 associations a mis en lumière un ensemble de difficultés susceptibles d'affecter la qualité du dialogue. Il s'agit de :

- Le problème global de budget
- Le problème de fonctionnement de l'Association
- Le problème de contexte du pays

Ainsi les 29 OSC enquêtées dans le secteur des migrations ont déclaré rencontrer des problèmes dans les 3 domaines ci-dessus avec des difficultés telles que mentionnées : la mobilisation des budgets, le fonctionnement des associations et le contexte lié au pays.

Autant dire que malgré la taille et le périmètre d'intervention de ces 24 OSC camerounaises opérant dans le domaine de la migration, toutes ont pour l'essentiel les mêmes problèmes.

4.2 Les Formations souhaitées par les OSC

Les différentes formations souhaitées par les organisations de la société civile enquêtées peuvent être ainsi résumées à l'issue des interviews :

- Le renforcement des capacités sur le montage de projets
- La formation sur les bases de données
- La formation en plaidoyer
- La formation en gestion de projets
- Le renforcement des capacités sur divers domaines de la migration
- La communication interculturelle et médiatique
- La mobilisation des financements
- La gestion financière
- Le suivi-évaluation des projets
- Le marketing social
- Le management des projets humanitaires
- L'entrepreneuriat

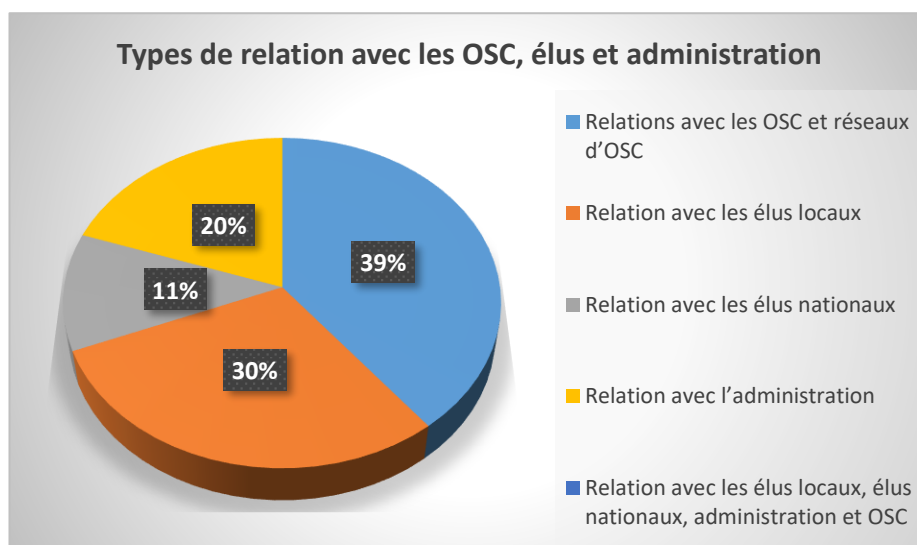
4.3 Les types de relation des OSC migratoires

39% des organisations soit 11 en terme absolu entretiennent des relations entre elles.

30% des organisations soit 9 ont des relations avec les élus locaux ;

20% soit 6 ont des relations avec l'administration.

11% soit 3 ont organisations des relations avec les élus nationaux et



4.4- Qualité du dialogue avec les institutions.

Les OSC camerounaises ont une appréciation diversifiée de la qualité du dialogue avec les pouvoirs publics. Ainsi 24% des enquêtées estiment que les relations des OSC avec les pouvoirs publics sont « très bonnes ».

31% des organisations estiment qu'elles sont « bonnes ».

41% déclarent qu'elles sont « moyennes »

Tandis que 4% seulement estiment qu'elles sont « mauvaises ».

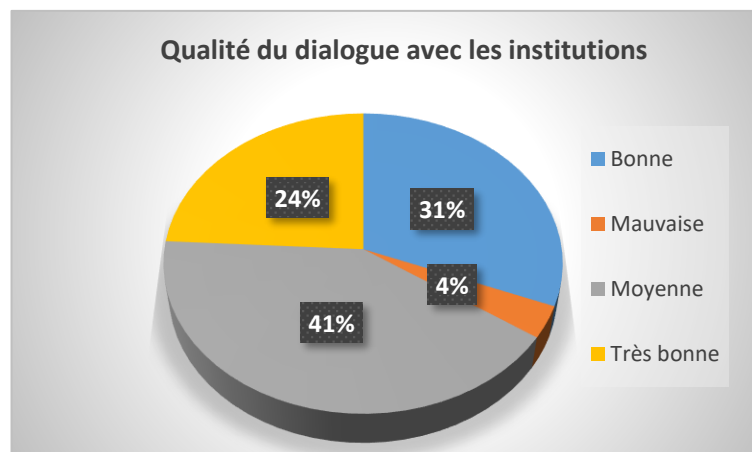
Une seule des 29 organisations enquêtées trouve la qualité du dialogue « mauvaise ».

Globalement les OSC reçoivent les informations des autorités qui les invitent à participer à plusieurs cadres et les consultent sur des questions liées à la gouvernance de la migration. Certaines OSC du fait de leur leadership, leurs compétences distinctives et de leur positionnement sur des enjeux spécifiques, sont associées à des processus et consultées par les autorités sur certaines questions telle que la réflexion sur l'élaboration de la politique migratoire ; sur la diaspora et développement, etc.

Après exploitation des réponses des responsables des organisations enquêtées, il apparaît que de la quasi-totalité des organisations de la société civile interrogées sont prêtes à collaborer voire accompagner les pouvoirs publics dans l'exercice de leurs missions constitutionnelles dans le domaine des migrations.

Pour y parvenir l'essentiel des acteurs civils interrogés souhaitent qu'un cadre institutionnel transparent soit mis en place qui permettrait les engagements, la collaboration et la résolution des problèmes posés par et pour les migrants.

Au niveau local, les OSC déclarent être disposées à accompagner les communes, collectivités territoriales décentralisées à développer des outils et services qui fixent et donnent l'envie aux plus pauvres de résider dans les terroirs, et surtout à une mise en liaison avec la diaspora.



IV- **Recommandations pour améliorer le dialogue autour des enjeux migratoires et développement.**

Sur la base des attentes régulièrement exprimées des acteurs civils interrogés dans le cadre de cette enquête, un ensemble de recommandations sont revenues.

- Ma principale recommandation porte sur la nécessité de l'élaboration concertée d'une politique nationale en matière migratoire.
- Ensuite, les organisations doivent davantage s'outiller en acquérant des formations nécessaires

voire des ressources professionnelles spécialisées

- Dans le même ordre d'idées, les organisations doivent renforcer leur capacité au portage collectif.
- Les organisations doivent créer des liens avec les organisations avec les organisations de la diaspora
- Au niveau local, promouvoir les politiques publiques locales en matière de migrations

CONCLUSION

De façon globale, la conduite de cette étude a révélé des difficultés structurelles importantes pour les OSC camerounaises dont très peu ont, par exemple des sièges avec personnels établis ; ni une documentation conséquente dans le domaine des migrations.

Néanmoins, l'engagement et la disponibilité des membres du Comité national ont permis de mener à terme ce travail ce travail. Qu'ils en soient tous remerciés dans l'espoir que ce jet fournisse à l'ensemble des acteurs des éléments utiles à la performance de leur noble engagement en faveur des migrants.

ANNEXES

Annexe 1 : Annuaire des OSC interviewées

Région	Nom de l'association	Adresse siège : numéro, rue et ville	Nom du président de l'association	Numéro de téléphone du président	Numéro de contact de l'association)	Adresse e-mail de contact de l'association	Site internet
Littoral	ONG Un Monde Avenir	Rue Jamot - Akwa/Douala	NANGA Philippe	+237 677611007	+237 233432028	1mondeavenir@gmail.com	www.unmondeavenir.org
Centre	Solutions aux migrations Clandestines (SMIC)	BP : 1268, Yaoundé, Cameroun	TSALA ELOUNDOU MAMA Yves Bernard Christian	+237 677781236	+237 699818622	Ongsmic1@gmail.com	Www.ONG-Smic.org
Littoral	SOLIDARITY ASSOCIATION CAMEROON	BP 928 - Rue Jamot - Akwa/Douala	AZEMGUE SIPA Dzualo (Marius)	+237 697275050	+237 697275050	marius.sipa@gmail.com	
Ouest	Research Institute for Development (RIDEV)	17 Rue Fo Toukam, Bafoussam	TAGNE Pascal	+237 654098 191	+237 699994085	ridevcam@ridev.org	www.ridev.org (en révision)
Nord- Ouest	Refugee Welfare Association Cameroon (REWAC)	2nd Floor, Express Union Building, Opposite City Chemist pharmacy, Bamenda, Cameroon	MUKETE Tahle ITOE	+237 677536682	+237 677536682	info@rewac.org	http://www.rewac.org
Cameroun	REFAC	Etoudi BP : 17192 Yaoundé	Mme NLATE Jeanne Danielle	+237 677555942	+237 6677555942	refac2008@yahoo.fr	www.refac-ass.org
Cameroun	Pro Bono International	B.P 7535 Yaoundé	KOUNGA Guy Jules	+237 699884267	+237 699884267	probonocam@gmail.com	
Sud	WELCOME BACK CAMEROON (WBC)	EBOLOWA - SUD CAMEROUN	EYEZO'O OSCAR FRANCIS	+237 699986417	+237 670700360	welcomebackcmr@yahoo.fr	www.welcomebackcameroon.wordpress.com
Centre	Ô Pays Human Migration Association	Biyemassi Lac entrée du paysagiste	NEMANDE Cyrille- Jackson	+33 782286189	+237 698174612	contact@ophma.com	www.ophma.com
Est	Minority and development (M & D)	Batouri quartier camp Sonel	Hélène Florence NGANDO ép. GOUSSA	+237 695910898	+237 654933480	development.minority@yahoo.fr	Facebook
Centre	KHEPER int'l	Ndokoti après Eneo, Douala	NSONGAN Pierre Daniel	+237 677699471	+237 6552998827	Kheperintl@gmail.com	

Littoral	Human Rights Defense Club	Rue Cimetière Kotto Bass, Douala Bonaberi	NGWA Patrick SHU	+237 675605156	+237 675605156		www.humanrightsdefense.club
Ouest	HORIZON JEUNE	2e étage, Im. CAPORAL, Foreké, face Auto-école Nguimatsa, Dschang	Paolo PANGUI	+237 694259258	+237 652356002	contact@horizon-jeune.org	https://horizon-jeune.org
Centre	Global Care Cameroun (G2C)	Yaoundé-Santa Barbara	TCHOUNKEU Kopa Harmand	+237 693853884	+237 682345160	globalcarecameroun@gmail.com	
Centre	Fondation Conseil Jeune	Yaoundé, nouvelle route Carosselle	ABE MICHELE GAELLE	+237 691626631	+237 679454806	conseiljeune2004@yahoo.fr	Fcj.remipac.org
Littoral	Dignity of immigrant women	Douala Cameroun, Bonanjo	TCHOUTA Julienne	+216 96045772	+216 96045772	dignityofimmigrantwomen@gmail.com	Facebook : Dignity of immigrant women
Centre	Deutschfreund2	Yaoundé	J A Onya	+237 675184330	+237 675184330		
Centre	Collectif Noun Forever	Rue 1278 Yaoundé	POUNTOUGNIGNI MFENDJOU Arouna	+237 696942478	+237 696942478	collectifnounforever@gmail.com	-
Ouest	Centre International Bilingue d'Accueil et d'Encadrement des Enfants Vulnérables (CIBAEVA)	BP. 181 Dschang, centre commercial, Rue CONGELCAM	ATEUFACK Lucienne	+237 677714890	+237 696894520	cibaevea@gmail.com	Facebook : association CIBAEVA
Centre	Centre de Création d'Entreprises de Yaoundé -Consultants Associés (CCEY-CA)	Face Station Petrolex, derrière immeuble Auto-Ecole Métropolitaine, Yaoundé.	Dallé BLACK	+237 675022876	+237 675022876	ccey.ca_1995@yahoo.fr	Non existant
Ouest	Cameroon Debate Association	Dschang, Foreké, Washington city	Adeline TSOPGNI	+237 680716562	+237 658425439	officedebate@cameroon.org	www.Debatecameroon.fr
Littoral	BOTNEM ESPOIR	DOUALA 3e - NDOGSIMBI BP 15088 Akwa	NTAMAG ELOM François Roméo	+33 686644506	+237 694597143	woo.botnem@gmail.com	www.botnem.org
Ouest	Association pour la Promotion de la Solidarité et du Développement Durable (APSOLDD)	Galim	FEDOUNG PEHUIE Romuald	+237 690109559	+237 679977901	contact_info@apsoldd.org	www.apsoldd.org
Centre	Association Jeunesse Verte du Cameroun	BP : 17683 Yaoundé-Cameroun	TAMOIFO NKOM Marie	+237 675384336	+237 699846113	ajvc2010@gmail.com	www.ajvc.org

Littoral	Association des Réfugiés Sans Frontières	251, Rue du Marché New Deido immeuble Ancien SGBC Douala Cameroun	Daniel MOUNDZEGO	+237 677878279	+237 699686777	a_rsf@yahoo.fr	
Centre	Association des rapatriés et de lutte contre l'émigration clandestine du Cameroun (Arecc)	Eseka, derrière Tradex	LIPOTHY Robert Alain	+237 696316049	+237 696316049	areccameroun2008@gmail.com	www.areccameroun.org
Littoral	Association Bâtissons l'avenir ABA	BP 9751 Douala Bonaberi	Sheikh Mouhamed MATIP	+237 677264731	+237 697126821	batissons139avenir@yahoo.ca	
Littoral	Action sur la Protection en Afrique des Déplacés Internes et des Migrations Environnementales (APADIME)	BP : 3004 Douala- Bonamoussadi	POUMO Jean Jacques	+237 693677239	+237 696857758	apadime2011@gmail.com	
Nord	ACTION SOCIALE POUR L'APPUI AUX INITIATIVES DE DÉVELOPPEMENT LOCAL	690577477, Ngalbidje, Garoua Cameroun	HINFIENE Simplicie	+237 690577477	+237 680363706	hinfienesimplice@gmail.com asaidl@gmail.com	

Annexe 2 : Méthodologie :

La réalisation de la mission de cartographie a conduit à travers des activités avec l'équipe régionale et des activités nationales menées par le prestataire, sous la supervision du Comité National (CN).

❖ Activités régionales :

- Elaboration du questionnaire
- Partage du Questionnaire avec les membres du COMITE REGIONAL,
- Partage et Validation du Questionnaire avec les 7 Prestataires
- Test du Questionnaire et feed back à la coordonnatrice régionale ;
- Elaboration et Validation du Canevas de la Synthèse nationale,
- Stabilisation et validation du questionnaire consultable sur <https://ee.kobotoolbox.org/x/2wFfMISk>

❖ Activités nationales :

- Revue des outils de travail (questionnaire, canevas, appropriation du logiciel Kobotoolbox),
- Réunion avec le CN (partage des outils, échantillonnage, information des OSC et introduction du consultant) ;
- Collecte des données au travers des entretiens et relances complémentaires du 23 juillet au 30 Septembre 2022
- Elaboration des fiches acteurs (transcription et envoi dans la base de données),
- Exploitation et analyse quantitative et qualitative des résultats
- Atelier national de restitution des résultats
- Elaboration et partage de la synthèse nationale octobre - novembre 2022
- Finalisation de la synthèse nationale de janvier-février 2023
- Rapport final de la cartographie Mars 2023

Annexe 3 : Les organisations spécialisées dans les questions de migrations